

Index AI : PRE01/043/2011  
03 February 2011

## **Amnesty International condamne les opérations de répression menées par les forces de sécurité égyptiennes**

Amnesty International dénonce la vaste opération de répression lancée par les forces de sécurité égyptiennes jeudi 3 février. Au cours de cette journée, des militants et des journalistes ont été harcelés et deux membres du personnel d'Amnesty International ont été arrêtés, de même que des dizaines d'autres personnes.

Les deux délégués d'Amnesty International faisaient partie de la trentaine de personnes appréhendées lors d'une descente des forces de sécurité au Centre Hisham Moubarak pour le droit, au Caire en début de journée. Ahmed Seif Al Islam, défenseur des droits humains, et Khaled Ali, directeur du Centre égyptien des droits économiques et sociaux, figuraient également parmi les personnes arrêtées.

« Les autorités égyptiennes essaient semble-t-il de contenir la vague de protestation populaire qui s'est abattue sur le pays en prenant pour cibles ceux qui s'en font l'écho, dont les militants œuvrant en faveur des droits humains et les journalistes, entre autres », a déclaré Claudio Cordone, directeur général d'Amnesty International.

« Les membres du personnel d'Amnesty International doivent être autorisés à mener leur travail à bien en Égypte sans avoir à craindre d'être harcelés ni d'être victimes d'une détention illégale. Nous demandons qu'ils soient libérés immédiatement et en toute sécurité. »

Un délégué de Human Rights Watch a aussi été arrêté lors de la descente visant le Centre Hisham Moubarak pour le droit.

Des membres du personnel de celui-ci représentaient des manifestants interpellés lors d'actions de protestation.

Des personnes travaillant pour le Centre égyptien des droits économiques et sociaux voisin auraient également été appréhendés.

Le Centre égyptien des droits économiques et sociaux soutenait par ailleurs un centre médical improvisé établi dans une mosquée près de la place Tahrir, où les personnes blessées lors des manifestations pouvaient se faire soigner.

Plusieurs journalistes ont semble-t-il été attaqués par des partisans du gouvernement. D'autres auraient été arrêtés par les forces de sécurité. Selon certaines informations, Rajesh Bhardwaj, un journaliste travaillant pour CNN-IBN a été placé en détention, puis relâché quelques heures plus tard.

Ce tour de vis survient dans la foulée d'une vague de manifestations de masse lors desquelles des revendications en faveur d'une réforme sur le plan politique et d'un meilleur niveau de vie en Égypte ont été exprimées.